

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Zone-Euro-que-reserve-l-annee-2013>

Zone Euro, que réserve l'année 2013 ?

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : vendredi 4 janvier 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La zone Euro a connu d'intenses bouleversements durant l'année 2012. Les attaques spéculatives se sont multipliées durant une partie de l'année, tandis que les fondamentaux économiques continuaient de se dégrader.

Et pourtant, un sentiment de soulagement était perceptible chez les dirigeants politiques dès le début du mois de novembre. Le Président Français, M. François Hollande, pouvait affirmer que, selon lui, la crise de l'Euro touchait à sa fin. C'est donc à une situation plus que paradoxale que l'on est confrontée en cette fin d'année 2012. En effet, si les déclarations des uns et des autres se veulent rassurantes, en réalité la zone Euro est actuellement en récession, et devrait le rester en 2013 pour le moins.

Face à la situation désastreuse de la fin du premier semestre 2012, trois changements majeurs ont été annoncés.

Le premier fut l'annonce par Mario Draghi, le Président de la Banque Centrale Européenne de défendre « à tout prix » l'Euro. Dans la foulée, la BCE annonçait sa disponibilité à racheter des dettes souveraines des pays en difficultés.

Tout le monde poussa un gros soupir de soulagement, et certains journalistes allèrent jusqu'à prétendre que l'Euro était sauvé [1]. Mais, la réalité fut bien moins flamboyante que ce qui était annoncé. En fait, la BCE s'engage à racheter des dettes d'une maturité inférieure à 3 ans (ce qui va obliger les pays à déformer leur structure d'endettement) et sous la condition de ne pas rajouter de la monnaie dans la zone Euro [2].

C'est ce que l'on appelle le principe de « stérilisation », dont un de mes meilleurs collègues russes, l'académicien V.V. Ivanter dit qu'il est plus adapté aux petits chats qu'à l'économie ! Dans les faits cela implique qu'à chaque fois que la BCE voudra racheter des obligations souveraines, elle devra soit vendre des obligations qu'elle détient déjà pour un montant équivalent, soit réduire fortement ses prêts aux banques. On voit immédiatement que la déclaration de Mario Draghi est en fait une coquille à demi-vidée.

Le second changement fut l'annonce d'une « union bancaire », dont la négociation se révéla en fait très difficile. La question de l'Union bancaire est effectivement importante car elle devrait conduire, en théorie, à des règles communes pour l'ensemble des banques de la zone Euro. Mais d'une part, elle se heurte à l'opposition de très nombreux pays dans sa forme la plus efficace (au sommet de Nicosie la France et l'Espagne ont été isolées sur des positions raisonnables mais considérées comme « maximalistes » par les Allemands et leurs alliés) et d'autre part ce projet aurait été important il y a dix ans mais il est en réalité secondaire aujourd'hui.

En effet, si une telle supervision avait existé en 2002, elle aurait peut-être pu empêcher les banques espagnoles, irlandaises et portugaises de faire des folies. Aujourd'hui, cela revient à fermer la porte de l'écurie quand le cheval s'est échappé. Au final, l'Union Bancaire ne verra le jour qu'au premier trimestre 2014, et ne concernera que 200 banques au total, alors qu'il y a plusieurs milliers de banques qui devraient être concernées. Les « banques des Länders » en Allemagne échapperont ainsi à cette supervision européenne.

Les deux annonces majeures du second semestre 2012 se sont donc traduites par des réalités bien décevantes. La troisième annonce a une portée bien plus grande, mais potentiellement désastreuse. C'est le traité dit « TSCG » ou *Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance* [3] qui va emprisonner les budgets nationaux dans un corset de fer européen et qui va conduire l'ensemble de la Zone Euro vers une logique de déflation. Il a été dénoncé par de nombreux économistes, mais imposé par le gouvernement. Les gouvernements vont ainsi perdre toute flexibilité par

rapport à une situation économique qui ne cesse de se dégrader.

Car il faut ici rappeler que la « *crise de l'euro* » dans laquelle nous nous enfonçons est d'abord une crise de compétitivité relative entre les économies de la zone aggravée par l'atonie de la croissance que l'Euro a engendré sur les pays qui y sont soumis depuis maintenant plus de dix ans. L'Euro fut vendu aux peuples européens comme un instrument de croissance [\[4\]](#).

Or, on constate que la consommation privée a donc été sensiblement plus faible dans la zone Euro sur la période 1999-2011 que pour l'ensemble des pays développés, à l'exception de la Suisse, jusqu'en 2008. Ceci montre l'influence très négative d'une politique monétaire unique qui n'est pas à même de s'adapter aux structures de chacun des pays de la zone.

Ces écarts sont d'autant plus parlants que, dans la période 1987-1997, les pays devant constituer la « future » zone Euro avaient connu une croissance relativement plus forte de la consommation privée, dépassant les résultats de pays comme la Suède et la Suisse, et avec un écart sensiblement plus faible que pour la période 1998-2011 avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. par rapport à des prédictions annonçant que le seul fait d'avoir une monnaie unique doperait la croissance de 1% par an, la réalité montre ex-post un tableau bien différent.

La croissance de la zone Euro n'a pas été uniquement plus faible que celle des autres pays développés (à l'exception du Japon) mais l'écart de croissance (entre croissance potentielle et croissance vérifiée) y a été largement supérieur de manière cumulée à ce qu'il fut dans les autres pays.

Tous ces facteurs, convergent vers le problème d'une politique monétaire unique appliquée à des économies aux structures très hétérogènes. Ils ont engendré cette situation de très faible croissance. Dans un certain nombre de pays, c'est par la hausse de l'endettement, qu'il soit public (France, Italie, Grèce) ou privé (Irlande, Espagne, Portugal) que les gouvernements ont cherché à desserrer cette contrainte issue de l'unicité de la politique monétaire. Le résultat en fut une dérive de la dette publique et un problème de solvabilité des agents privés qui obligea les États à transférer une partie de la dette privée vers la dette publique.

La crise d'endettement que la zone Euro connaît y trouve alors une de ces sources. Par ailleurs, les écarts de compétitivité entre pays ne pouvant plus se résoudre par des dévaluations, le déficit commercial s'est progressivement aggravé et la désindustrialisation a fait des ravages, que ce soit en Grèce, en Espagne, au Portugal ou en France [\[5\]](#).

Les politiques d'ajustement fiscal et budgétaires qui ont été imposées dans les pays d'Europe du Sud ont désormais des conséquences dramatiques. Le taux de chômage dépasse les 25% de la population active en Grèce et en Espagne, et il est au-dessus de 16% au Portugal et en Irlande. Le chômage continue par ailleurs de progresser rapidement en Italie ainsi qu'en France, où le nombre de chômeurs augmente de 1500 personnes par jour actuellement.

Ces politiques ne pourront être poursuivies indéfiniment. D'ores et déjà, de nombreux analystes discernent l'émergence d'un « risque politique » qui devrait donner le « la » dans la zone Euro pour 2013 [\[6\]](#). La côte de popularité du Premier-Ministre espagnol, M. M. Rajoy, est tombée à 7%. La Grèce est secouée par des mouvements sociaux qui peuvent à tout moment prendre des dimensions insurrectionnelles. L'Italie elle-même est entrée dans un cycle électoral, et le Premier-Ministre démissionnaire, M. Mario Monti est rejeté par plus de 60% des Italiens. Or, qui dit risque politique dit risque financier. Car, s'il y a une chose que les marchés détestent, c'est bien l'incertitude politique.

L'Euro semble aujourd'hui en relative bonne santé. Mais il ne faut pas se laisser prendre par les apparences. La totalité des problèmes qui ont engendré la crise demeurent, et aucune solution de fond n'y a été apportée. On s'est contenté de parer au plus pressé. La montée du risque politique dans les pays d'Europe du Sud et même en France constituera un nouveau test décisif pour l'Euro en 2013.

Jacques Sapir pour Ria Novosti

[RiaNovosti](#). Moscou, le 29 décembre 2012.

[1] Jacques Sapir , « À propos d'un article de Sabine Syfuss-Arnaud dans Challenges », billet publié sur le carnet Russeurope le 30/09/2012, URL : <http://russeurope.hypotheses.org/224>

[2] Jacques Sapir, « Sur le TSCG », RusseEurope. Le Carnet de Jacques Sapir sur la Russie et l'Europe (Hypotheses.org), 23 septembre 2012. [En ligne] <http://russeurope.hypotheses.org/133>.}

[3] Jacques Sapir, Mythes et préjugés entourant la création et l'existence de la monnaie unique, Note de synthèse, Centre d'études des modes d'industrialisation (CEMI), EHESS, 14 septembre 2012. Sur RussEurope, URL : <http://russeurope.hypotheses.org/126>

[4] Jacques Sapir, « Et si le problème de l'industrie c'était... l'Euro ? », billet publié sur le carnet Russeurope le 13/11/2012, URL : <http://russeurope.hypotheses.org/472>

[5] Patrick Artus, « Il devient urgent que la stratégie mise en place dans la zone euro donne des résultats positifs, mais ce n'est pas le cas et le risque politique grandit », Flash-Économie, Natixis, n° 872, 18 décembre 2012.}

[6] [Florange : une occasion manquée de collaboration entre la France et la Russie](#)}